

Trajectoires sexuelles, représentations sexuelles : convergences et divergences

NATHALIE BAJOS

Sociologue-
démographe,
directrice de recherche
à l'INSERM, et

MICHEL BOZON

Sociologue, directeur
de recherche à l'INED

Ils sont les
responsables
scientifiques de
l'« Enquête sur la
sexualité en France.
Pratiques, genre et
santé », qui a donné
lieu à la publication
d'un ouvrage sous le
même titre, préfacé
par Maurice Godelier.

Propos recueillis par
Louis Weber

Savoir/agir : Pouvez-vous présenter votre enquête ?

Nathalie Bajos: L'enquête sur le Contexte de la sexualité que nous avons réalisée en 2006 est la troisième grande enquête sur la sexualité en France. La première fut menée en 1970 par Pierre Simon et ses collaborateurs¹ à un moment où la contraception commençait à se diffuser en France. À l'instar de l'enquête suédoise conduite quelques années auparavant, elle avait principalement pour objectif de caractériser les normes de la sexualité pour fournir aux acteurs sociaux concernés un outil d'éducation à la sexualité. La deuxième enquête émane d'une demande institutionnelle, celle de l'Agence nationale de recherche sur le Sida (ANRS). Suite à la remise au gouvernement par Claude Got d'un « Rapport sur le sida » qui soulignait qu'on ne disposait d'aucune donnée récente sur les pratiques sexuelles en France pouvant aider à guider l'élaboration de politiques, l'ANRS a lancé, en 1989, un appel d'offres auprès de la communauté scientifique. Aucun des projets soumis ne permettant, selon l'avis du comité scientifique de l'ANRS, de répondre à l'objectif, l'ANRS a sollicité Alfred Spira, président du comité scientifique, pour diriger une recherche qui associerait, autant que faire se pouvait, les chercheurs ayant répondu à l'appel d'offres. J'ai alors été recrutée par l'ANRS en tant que chercheuse en sciences sociales pour assurer la coordination scientifique de ce projet, au côté d'Alfred Spira, médecin-épidémiologiste. Nous avons ainsi constitué une équipe d'une vingtaine de chercheurs, sociologues, épidémiologistes, démographes, économistes et psychologues rattachés à l'Inserm, au CNRS, à l'Ined et à l'Université. Nous avons décidé de réaliser l'enquête rapidement, de telle sorte que les résultats puissent servir de point de référence avant que les effets de la diffusion de l'épidémie ne modifient éventuellement

1. P. Simon (dir.), J. Gondonneau, L. Mironer, A.-M. Dourlen-Rollier, *Rapport sur le comportement sexuel des français* ou Rapport Simon, éditions Julliard, 1970.

les pratiques, tout en élaborant une série d'hypothèses sociologiques pour rendre compte de la diversité des expériences sexuelles et des pratiques de prévention.

Savoir/agir : Est-ce que cette démarche était originale par rapport à ce qui se faisait dans d'autres pays alors ?

Nathalie Bajos : L'idée de conduire une enquête en population générale n'avait rien d'original, d'autres pays se lançant alors et pour des raisons semblables dans la même aventure. Mais l'enquête française avait cette spécificité d'associer des chercheurs en sciences sociales et des épidémiologistes pour proposer simultanément une description fine des pratiques sexuelles, et notamment des pratiques comportant un risque de transmission du virus du sida, et tester différentes hypothèses, d'ordre sociologique et psychologique principalement. En Grande-Bretagne par exemple, le choix s'est porté sur une enquête très épidémiologique se focalisant sur les pratiques sexuelles susceptibles de transmettre la maladie mais n'explorant pas les autres, comme la masturbation par exemple. En Belgique, les chercheurs ont en revanche privilégié l'élaboration d'un cadre théorique s'appuyant sur l'analyse d'entretiens approfondis avant de réaliser, plusieurs années après, l'enquête elle-même. L'équipe française se situait donc dans une position intermédiaire qui se reflétait dans sa composition très pluridisciplinaire. Une autre originalité de l'enquête française renvoie au mode de collecte qui a été choisi. Après de nombreuses réflexions méthodologiques, en collaboration avec le service des enquêtes de l'Ined, nous avons décidé de conduire, pour la première fois en France, une enquête scientifique par téléphone.

Au début des années 2000, alors que le contexte épidémiologique s'était profondément modifié du fait de l'arrivée des trithérapies en 1996 et de la féminisation et de la précarisation de l'épidémie, l'ANRS a décidé de lancer une nouvelle enquête. La mission qui nous a alors été confiée était, de caractériser les évolutions récentes et d'interroger les effets éventuels de l'épidémie sur la sexualité. L'ANRS a constitué un Conseil scientifique présidé par Maurice Godelier. Nous avons fait appel à quelques chercheurs de l'ancienne équipe et choisi volontairement d'en solliciter d'autres, et notamment des jeunes, n'ayant jamais travaillé sur la sexualité et le sida pour mieux renouveler les questions de recherche. Nous avons en particulier souhaité associer des chercheuses spécialistes de l'analyse des rapports sociaux de sexe, ayant

d'emblée décidé que cette perspective théorique serait centrale dans la nouvelle enquête dont l'objectif était de proposer une description et une analyse fine du contexte social de la sexualité. Nous sommes ainsi passés de l'enquête ACSF (*Analyse des comportements sexuels en France*) à l'enquête CSF (*Contexte de la sexualité en France*), ce changement d'acronyme soulignant continuités et ruptures dans nos perspectives d'analyse de la sexualité.

Savoir/agir : Comment analyseriez-vous ces continuités et ruptures ?

Michel Bozon : Elles concernent d'abord les équipes. En 1992, il y avait déjà des sociologues, mais ils ont été plus nombreux dans l'enquête CSF. La répartition entre sexes s'est modifiée aussi. Il n'y avait que 4 femmes sur 22 dans l'équipe de l'enquête ACSF, elles étaient 9 sur 13 dans le groupe de 2006. Ce qui constitue un changement significatif. C'était un choix clairement politique, nous avons décidé que les rapports de genre occuperaient une place plus importante dans l'enquête *Contexte de la sexualité en France*. En revanche, en 1992, la thématique des relations entre hommes et femmes n'avait pas vraiment été prise en considération. La question des rapports de pouvoir ou de la division du travail entre les sexes n'était pas centrale. Autre exemple : la thématique des violences sexuelles était abordée de façon très succincte dans l'enquête ACSF, alors qu'elle constituait un module entier dans la seconde enquête. L'augmentation du nombre de femmes dans le groupe traduit bien cet infléchissement.

Savoir/agir : Comment situeriez-vous l'enquête de 2006 par rapport aux travaux semblables ?

Michel Bozon : Dans le domaine de la sexualité comme dans d'autres, on peut dire qu'il y a historiquement des « générations » d'enquêtes, au sens où chaque époque définit la sexualité d'une manière propre, qui traduit des préoccupations distinctes. Ce qui caractérise par exemple l'enquête Simon de 1970 comme d'autres enquêtes menées à la même époque dans le monde (en Suède, au Royaume-Uni, en Finlande), c'est un certain optimisme en matière de sexualité, lié à la diffusion des connaissances et de la contraception. L'époque est également celle du développement d'une aspiration des jeunes à l'autonomie sexuelle. Les enquêtes se

consacrent à une exploration de la vie sexuelle habituelle des couples mariés et aux changements des normes d'entrée des jeunes dans la sexualité. Pas grand chose en revanche sur l'homosexualité et rien sur certains aspects négatifs de la sexualité, comme la violence sexuelle.

Les enquêtes menées dans les années 1990, comme l'enquête ACSF mais aussi des dizaines d'autres, se déroulent dans un contexte marqué par plus de gravité. Dès le milieu des années 1980, l'émergence du sida, mais aussi les difficultés de diffusion de la « planification familiale », contribuent à modifier l'approche de la sexualité. On s'intéresse alors beaucoup plus à la sexualité comme risque. L'expression de « pratiques à risques » est couramment utilisée. On étudie des groupes comme les homosexuels, ou des réseaux de partenaires, beaucoup moins les couples. Mais si on enquête sur le nombre de partenaires, ce n'est pas pour mettre en évidence la diversité sexuelle, c'est pour construire des modèles épidémiologiques. Il s'agit d'évaluer si les individus savent se protéger des risques qu'ils courent.

On peut dire que l'enquête que nous avons menée en 2006 marque une troisième étape, qui fait suite à des changements tant dans la santé publique que du point de vue social et politique. Ainsi des traitements du sida, disponibles depuis 1996, qui l'ont transformé en une maladie chronique ; le préservatif s'est installé dans le paysage de la protection. Le Pacs a marqué une étape dans la reconnaissance des couples de même sexe, et une loi sur la parité entre les hommes et les femmes a été votée. Dans ce contexte en changement, il est devenu possible de mener une enquête qui mette en rapport les évolutions de la sexualité et celles des rapports de genre, ce qui va au-delà d'une approche strictement limitée à la santé publique.

Les questions de sexualité sont devenues un objet de débat social et politique, et pourraient justifier des enquêtes spécifiques. Mais en raison même des divergences qu'elles continuent à susciter et de leur lien à l'intimité, elles ne sont jamais devenues un objet routinier. Pour avoir la légitimité de mener une enquête scientifique quantitative sur la sexualité, il est toujours nécessaire de l'aborder sous l'angle de la santé.

On peut avoir l'impression superficielle d'être en permanence submergé par des enquêtes quantitatives sur la sexualité. Mais il faut bien voir qu'elles ne sont pas du tout de même nature, pour deux raisons principales. Ce qui fait une bonne enquête quantitative, c'est en premier lieu la qualité de son échantillon. Les enquêtes ACSF et CSF ont été

menées auprès de personnes tirées au hasard, ce sont des échantillons aléatoires de la population. À l'inverse, un livre récent² présente par exemple comme une enquête originale et représentative un travail mené à partir d'un échantillon de volontaires recrutés à travers un site Internet. Même si des milliers de personnes ont été interrogées, il s'agit d'un échantillon basé sur le volontariat, sélectionné par le fait de suivre un site, intéressé par la question. On ne peut lui accorder aucune représentativité.

Une autre différence entre les enquêtes scientifiques sur la sexualité et la prétendue « science sans savant » dont parlait Pierre Bourdieu à propos des sondages d'opinion, tient au contenu des questionnaires : dans nos enquêtes, les trajectoires biographiques des individus sont abordées et les représentations de la sexualité interrogées, autant que les pratiques. En matière de sexualité, les évidences toutes faites et les représentations de sens commun sont extrêmement prégnantes, particulièrement dans les médias. Le seul moyen de mettre en cause les représentations essentialistes de ce que sont les hommes et les femmes, ou les inquiétudes toutes faites sur la sexualité des jeunes, c'est de mettre en relation les pratiques, les représentations, les contextes sociaux, les contextes biographiques. À défaut, on dit un peu n'importe quoi sur les comportements sexuels.

Savoir/agir : Qu'est-ce qui vous a le plus frappés, au regard de ce que vous saviez à partir de vos travaux antérieurs, avant de mener cette enquête ?

Nathalie Bajos : Un des résultats les plus marquants de cette nouvelle enquête, c'est la persistance d'un clivage très marqué dans les représentations de la sexualité féminine et masculine alors que de profondes évolutions dans les trajectoires sexuelles des femmes ont eu lieu, déjà notables entre l'enquête de 1970 et celle de 1992 et qui se sont poursuivies dans le temps. Les trajectoires sexuelles des femmes se rapprochent de celles des hommes quel que soit l'indicateur choisi (l'âge d'entrée dans la sexualité, le nombre de partenaires, les expériences homosexuelles, les pratiques sexuelles, etc.). Certes, il reste des écarts importants entre les sexes mais ils s'estompent au fil du temps. Pourtant, les représentations sociales continuent à se structurer fortement autour d'un clivage entre une sexualité féminine qui reste pensée sur le registre de la conjugalité et l'affectivité tandis que la sexualité masculine renvoie davantage aux

2. Allusion à une recherche de Philippe Brenot, médecin psychiatre, anthropologue, directeur des enseignements de sexologie et sexualité humaine à l'Université Paris Descartes.

dimensions physiques . Ce clivage avait déjà été mis en évidence dans l'enquête de 1992 mais nous avons pu l'affiner en 2006 et surtout mieux en comprendre le sens, grâce à une série de nouvelles questions sur les normes et les positions sociales des individus. L'enquête montre ainsi que les différences entre les hommes et les femmes dans le champ de la sexualité sont très majoritairement perçues comme renvoyant à des différences d'ordre biologique. L'idée selon laquelle « par nature, les hommes auraient plus de besoins sexuels que les femmes » recueille ainsi l'assentiment de la grande majorité des hommes, et encore plus des femmes ... Et une telle représentation essentialiste apparaît être le socle du système de représentations de la sexualité. Un tel résultat nous a conduits à élaborer un certain nombre d'hypothèses pour comprendre les enjeux sociologiques d'une telle représentation, considérant la sexualité comme un révélateur des rapports sociaux généraux de classe, de génération, de genre, de race, qui structurent les autres sphères sociales.

Michel Bozon : Je voudrais revenir sur ce paradoxe d'un changement inachevé dans les rapports de genre. On peut comparer l'enquête CSF et l'enquête Simon près de 40 ans plus tôt. En 1970 une question avait été posée : *qui prend en général l'initiative dans les rapports sexuels ?* Près des trois quarts des femmes et des hommes disaient : c'est l'homme du couple. En 2006, la question a changé. On demande : *au moment du dernier rapport, qui des deux avait le plus envie ?* Les quatre cinquièmes des individus, hommes et femmes, déclarent alors que les deux avaient autant envie l'un que l'autre. C'est un changement radical qui s'est produit entre les deux enquêtes. Une norme égalitaire s'est imposée en pratique dans l'interaction sexuelle.

En même temps, quand on étudie comment se déroule la vie sexuelle au fil de la vie pour les hommes et les femmes, on constate qu'il y a toujours une forme de désengagement anticipé des femmes à l'égard de la sexualité. Il correspond plus ou moins à l'âge où s'arrête la vie reproductive. Les représentations différentielles de la sexualité que signalait Nathalie Bajos se traduisent très directement dans des durées de vie sexuelle qui continuent à être différentes pour les hommes et pour les femmes. Alors qu'autour de la cinquantaine, il commence à y avoir une première et massive mise en retrait des femmes, c'est plus tard, vers la fin de la carrière professionnelle, que les hommes connaissent aussi ce désengagement et cette perte d'intérêt à l'égard de la sexualité.

Savoir/agir : Qu'est-ce que votre enquête permet de dire exactement dans ce domaine ?

Nathalie Bajos: Nous nous sommes donné les moyens d'analyser la sexualité dans ses différentes composantes, aussi bien les pratiques, les relations que les représentations, au regard des positions sociales et des rôles sociaux de sexe, en explorant normes et pratiques dans d'autres sphères sociales comme le travail, l'éducation ou la famille. Cette démarche nous permet d'analyser la manière dont les rapports sociaux qui se construisent, se déconstruisent ou se déplacent dans les autres sphères sociales construisent des pratiques et des attitudes spécifiques en matière de sexualité, mais toujours très genrées. Une des questions de fond que nous essayons de traiter est de comprendre pourquoi la sphère de la sexualité est la seule sphère sociale à résister à l'idéal égalitaire. Si nous n'avions posé que des questions relatives à la sexualité, nos possibilités d'y répondre auraient été très limitées.

Michel Bozon : On peut dire que la sphère de la sexualité est très fortement ambivalente à l'égard de l'idéal égalitaire. Car si l'idée dominante est que les deux partenaires ont autant envie l'un que l'autre lors d'un rapport sexuel, on pense dans le même temps que l'affectivité est le propre des femmes et les besoins sexuels celui des hommes. Ce qui est en partie contradictoire. Le fait qu'il y ait aujourd'hui beaucoup plus de déclarations de violence sexuelle subie laisse entendre qu'une modification des seuils est en cours dans les rapports entre les sexes. Un niveau de dénonciation plus élevé n'indique pas qu'il y a plus de violence aujourd'hui qu'hier, mais que la demande d'égalité est devenue plus forte.

Nathalie Bajos: Pour mieux comprendre la prédominance de ce modèle essentialiste de la sexualité, nous avons aussi mené quatre-vingt entretiens approfondis auprès de femmes et d'hommes de plus de 18 ans. Ce matériau extrêmement riche nous permet de déconstruire cette représentation essentialiste et naturalisante s'appuyant sur l'idée que les hommes auraient *par nature* davantage de besoins sexuels que les femmes. Pourquoi cette croyance, qui traverse les générations et les groupes sociaux est-elle si immuable ? Peut-être parce qu'elle fonctionne comme un mythe....

Michel Bozon : Un des éléments qui contribue à faire bouger les représentations en matière de sexualité, c'est l'ex-

périence sexuelle des individus, ce qu'on peut appeler leur socialisation secondaire à la sexualité, à travers le renouvellement des partenaires, la multiplication des expériences, les séparations et remises en couple. En se diversifiant, les trajectoires et les expériences sexuelles tendent à produire des attitudes plus ouvertes, en tout cas moins attendues, et à faire bouger les liens entre genre et représentations. En revanche, moins une personne a eu d'expériences et de partenaires, plus elle adhère aux visions les plus différentielles.

Néanmoins la persistance de représentations qui recommandent aux femmes une forme de réserve sexuelle a des effets subjectifs, éventuellement producteurs de mal-être, notamment quand il y a un décalage fort entre ce qui est vécu et ce qui est perçu comme normal. Bien des femmes ont une vie sexuelle assez diversifiée mais ne se sentent pas autorisées à en parler autrement qu'en termes assez traditionnels. C'est en raison de cette pression sociale que les nombres de partenaires dans la vie déclarés par les hommes et par les femmes diffèrent autant. Quand on les interroge sur le nombre de partenaires qu'elles ont connus, les femmes tendent à s'en tenir à une définition restrictive, en ne retenant que les histoires qui ont duré et qui ont compté affectivement. Les hommes vont en revanche déclarer l'ensemble de leurs expériences sexuelles, sans se sentir limités ou censurés par l'idée que la sexualité doit être liée au couple.

Savoir/agir : Comment l'enquête peut-elle mettre en évidence ces différences dans la perception de ce qu'est un partenaire dont on peut parler ?

Michel Bozon : Les nombres de partenaires déclarés par les hommes et par les femmes devraient être égaux. Le fait qu'ils ne le soient pas doit être interprété. Dans l'enquête ACSF de 1992, nous avons posé une question complémentaire à celle sur le nombre de partenaires: « De combien de personnes avez-vous été *amoureux* au cours de votre vie ? » Nous avons constaté que les hommes déclaraient le même nombre d'épisodes amoureux que les femmes, mais cela ne correspondait qu'au tiers des partenaires sexuelles déclarées ! Ces réponses correspondent aux attentes sociales. Les femmes savent les sanctions sociales qui guettent celles qui disent avoir des rapports sexuels sans lendemain. Les hommes, en revanche, ont la liberté de ne pas associer systématiquement sexualité et affectivité.

Nathalie Bajos : Si on interroge les individus sur le nombre de partenaires au cours de la vie, les écarts entre hommes et femmes apparaissent très importants : les hommes déclarent ainsi avoir eu en moyenne 12 partenaires tandis que les femmes n'en rapportent que 4 ... Mais, on constate que les écarts entre les déclarations des hommes et des femmes sont moins marqués si l'on se réfère à la période des 5 dernières années, et moins encore si l'on considère les douze derniers mois. De telles données montrent que le travail d'approximation auquel se livrent les individus à qui on demande, dans le cadre d'une enquête par questionnaire, de se remémorer tou-te-s leurs partenaires est fortement construit par les normes valorisées des sexualités masculines et féminines. Ce qu'un sociologue de l'équipe illustre en considérant que « les femmes ne comptent que les hommes qui ont compté ! ». Quand le travail de mémorisation porte sur une courte période, l'effet de ces normes est sensiblement moins prononcé et les écarts entre hommes et femmes s'amenuisent fortement.

Savoir/agir : Comment avez-vous traité la question des violences faites aux femmes dans votre enquête ? En abordant toutes les violences ou seulement celles liées à la sexualité ?

Michel Bozon : L'enquête n'a pas abordé l'ensemble des violences. Nous nous en sommes tenus à celles qui étaient liées à la sexualité, abordées dans la dernière partie du questionnaire. Il existe d'autres enquêtes comme l'enquête ENVEFF, menée en 2000, qui abordent bien mieux que nous n'aurions pu le faire le *continuum* des violences, physiques, psychologiques, etc. Mais sur la question des violences sexuelles, nous avons essayé de présenter de manière très détaillée la hiérarchie des atteintes liées à la sexualité, les âges, les auteurs, les facteurs déterminants et les effets éventuels tout au long de la vie.

Nathalie Bajos : Il faut souligner que nous n'avons pas seulement abordé les rapports sexuels imposés par la contrainte. Nous nous sommes également intéressés aux tentatives de rapports imposés, aux attouchements imposés, mais aussi aux rapports et aux pratiques sexuelles que les individus peuvent avoir sans en avoir envie. Nous avons cherché à caractériser les relations sexuelles dans lesquelles survenaient ces activités sexuelles non souhaitées, voire imposées.

Savoir/agir : Ce qui est le plus surprenant au total serait donc la persistance de stéréotypes que l'on pouvait penser dépassés ?

Nathalie Bajos : La sphère de la sexualité résiste effectivement à l'idéal égalitaire qui s'est diffusé progressivement ces dernières décennies dans toutes les autres sphères sociales, même si les pratiques restent encore inégalitaires entre les sexes. Ce qui résiste effectivement, c'est l'idée qu'il y a une différence incommensurable entre les hommes et les femmes en matière de sexualité. Le contraire n'est pas entendable socialement et dépasse largement la question de la spécificité des sexes dans le processus de reproduction. L'impossibilité de penser l'égalité dans la sexualité renvoie aux positions sociales encore très différentes entre les hommes et les femmes dans les autres sphères. Nous avons ainsi montré que les femmes soumises à des tensions sociales, car ayant des représentations égalitaires mais des pratiques inégalitaires dans la répartition des tâches domestiques par exemple, ou dans la sphère du travail, étaient plus enclines que les autres à adhérer à une représentation différentialiste de la sexualité. Des différences sociales se font jour : les femmes qui disposent de capitaux sociaux, culturels et économiques plus importants ont des représentations mais aussi des pratiques plus égalitaires. Comme un certain nombre de tâches sont externalisées, le ménage, la garde des enfants, etc., ces femmes sont moins souvent prises dans les tensions évoquées. La tendance à adhérer à des visions différentialistes est sensiblement moins prononcée chez elles.

Ces résultats soulignent bien que ce qui se joue dans la sphère de la sexualité renvoie à la (re)production de rapports sociaux d'ordre économique et politique mais aussi que cette représentation d'une différence incommensurable des hommes et des femmes en matière de sexualité contribue, en retour, à donner sens aux inégalités sociales de sexe qui prévalent toujours dans les autres sphères.

Michel Bozon : Au fond, la sexualité fonctionne comme un réservoir ou comme un conservatoire de représentations inégalitaires entre les sexes. L'organisation asymétrique de la sphère sexuelle, induite par un fonctionnement social d'ensemble inégalitaire, contribue ainsi à « surlégitimer » les inégalités du monde social, en les asseyant sur une prétendue essence psychologique des hommes et des femmes. À eux, le pouvoir, l'activité, les besoins sexuels, à elles, la disponibilité, l'affectivité, le souci des autres.

Savoir/agir : Comment avez-vous intégré la dimension internationale ? Les situations sont-elles différentes dans certains pays ?

Michel Bozon : Pour comparer des pays entre eux, on peut par exemple chercher si les comportements des hommes et des femmes se distinguent toujours de la même manière. Un indicateur dont on dispose souvent est celui des âges d'entrée dans la vie sexuelle. Il y a des différences assez nettes dans ce domaine. Dans les pays latins et méditerranéens, tout est fait pour pousser les hommes à commencer une sexualité active assez tôt et inversement à ralentir l'initiation des femmes. À la valorisation traditionnelle de la virginité avant le mariage a succédé la mise en avant du lien entre affectivité et sexualité. Dans les pays du nord de l'Europe en revanche, il n'y a guère de différence entre hommes et femmes, ce qui traduit bien une valorisation politique plus grande de l'égalité des sexes dans ces pays.

Nathalie Bajos : Nous avons construit le questionnaire de l'enquête de manière à pouvoir comparer nos résultats avec d'autres enquêtes nationales, notamment la nouvelle enquête britannique conduite en 2011 et d'autres enquêtes en Europe et aux États-Unis. L'approche comparative reste un exercice délicat tant du point de vue méthodologique que théorique. Nous avons récemment effectué une comparaison entre des enquêtes réalisées dans 53 pays et nous avons mis en évidence un invariant : les hommes déclarent systématiquement une vie sexuelle plus diversifiée que les femmes, même si les écarts enregistrés peuvent varier fortement d'une région à l'autre, et d'un pays à l'autre au sein d'une même région. Les différences d'amplitudes entre les réponses des femmes et des hommes renvoient en premier lieu au statut social des femmes dans un pays donné, tel qu'il peut être caractérisé par les taux de scolarisation des filles à différents âges, les taux d'emploi féminins, la possibilité d'accéder à la contraception et à l'avortement, etc. De ce point de vue, on pourrait presque établir une corrélation entre possibilité de vivre une sexualité non reproductive pour les femmes et leur statut social. Mais on atteint vite les limites de l'exercice comparatif si on ne peut rapporter les différences d'activité sexuelle à des processus sociaux explorés finement dans le cadre des enquêtes sur la sexualité.

Michel Bozon : Dès qu'on renonce aux stéréotypes nationaux pour caractériser les pays, on tombe sur des situations

très complexes. La situation des grandes villes est-elle comparable à celle des campagnes ? L'âge joue-t-il de la même façon dans tous les pays ? Ou l'appartenance religieuse ? On peut aussi comparer les possibilités pour les femmes d'avoir une vie sexuelle en dehors d'un couple, après une séparation par exemple. Ou d'avoir plus généralement une vie sexuelle en étant officiellement seule. On peut constater de grandes différences entre pays, dans la manière dont la vie des femmes isolées est encadrée socialement.

Dans toutes les parties du monde, on observe des évolutions, mais qui ne sont pas de même ampleur. En France, en 1970, les deux tiers des femmes disaient n'avoir eu qu'un seul partenaire dans leur vie. Ce chiffre est tombé à 30% en 2006. Ce simple élément montre à quel point l'expérience sexuelle s'est ouverte en moins de quarante ans. Mais dans un pays où 90% des femmes n'ont toujours qu'un seul partenaire au cours de leur vie, la situation est totalement différente, et les normes beaucoup plus rigides.

Savoir/agir : Qu'est-ce qui selon vous peut permettre d'expliquer ces différences entre pays ?

Michel Bozon : C'est d'abord leur histoire sociale et politique. Les pays du Sud de l'Europe sont par exemple très familialistes dans leur organisation sociale. Sphère publique et sphère privée sont très différenciées, avec une forte assignation des femmes au travail invisible de la famille. L'organisation de la sexualité est en harmonie avec cette division des rôles. Dans d'autres pays, de tradition social-démocrate, l'égalité entre hommes et femmes est un principe inscrit à tous les niveaux de l'organisation sociale, dans la famille. à l'école, dans l'organisation politique. L'éducation à la sexualité y a pour principe premier l'égalité de genre. La France est un peu dans une position moyenne. Elle a une tradition familialiste très ancienne mais a depuis une trentaine d'années pris un tournant vers davantage d'égalité entre hommes et femmes, par exemple au plan des politiques familiales. S'agissant des comportements sexuels, alors qu'elle ressemblait beaucoup à l'Italie vers 1960, elle n'est plus aujourd'hui tout à fait un pays latin !

Savoir/agir : Que dit votre enquête sur l'homosexualité ?

Michel Bozon : L'acceptation sociale de l'homosexualité a nettement progressé. Un cinquième des hommes jeunes, deux

fois plus que les femmes du même âge, continuent cependant à penser que l'homosexualité est contre nature. Les réticences restent fortes quand on aborde des questions comme l'homoparentalité. On le perçoit aussi quand on demande aux personnes si elles accepteraient l'éventuelle homosexualité de leurs propres enfants. Un autre facteur intervient peut-être, l'idée, partagée notamment par de nombreuses femmes, qu'on ne peut réussir sa vie personnelle si on n'a pas d'enfants. C'est une norme très forte. Les homosexuels n'y échappent d'ailleurs pas eux-mêmes comme le montrent les revendications homoparentales.

Nathalie Bajos : L'enquête a aussi montré, que les femmes déclaraient aujourd'hui plus facilement leur homosexualité. Elles sont aussi nombreuses que les hommes à déclarer avoir vécu une expérience homosexuelle et sont encore plus nombreuses à se dire attirées par des personnes du même sexe. C'est un changement notable qui s'inscrit dans un mouvement plus général de diversification des trajectoires féminines et qui traduit une plus grande aptitude à vivre et déclarer une sexualité de plus en plus dissociée, y compris symboliquement, des enjeux reproductifs.

Michel Bozon : Ce qui veut peut-être dire aussi que les hommes hésitent davantage à déclarer une attirance alors que les femmes le font plus facilement sans nécessairement passer à l'acte ! Le dire n'ébranle pas leur genre, alors que ce serait plus le cas pour les hommes. Il y a sans doute un changement en cours : près de 6% des hommes de moins de quarante ans déclarent avoir vécu une expérience homosexuelle, alors que la déclaration tombe à 4% pour les plus de quarante ans. Ce qui veut sans doute dire qu'avec le temps, certaines expériences ne sont pas considérées comme ayant été si marquantes. ■